



PRÉFET DU DOUBS

DREAL FRANCHE-COMTE
Unité Territoriale Centre
Antenne de Besançon

ARRÊTÉ DREAL/2014350-0030

en date du 16 juillet 2014

prescrivant la constitution de garanties financières en application de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, à PREVAL HD pour l'exploitation de l'UVE (Unité de Valorisation Énergétique) et de l'UBT (Unité de Broyage et de Tri) de PONTARLIER

LE PRÉFET DU DOUBS
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU

- le Code de l'Environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles R.512-39-1 et R.516-1 à R.516-6 ;
- la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garantie financière en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement ;
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garantie financière prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;
- l'arrêté préfectoral n°6282 du 1^{er} décembre 1987 autorisant une Usine d'Incinération d'Ordures Ménagères modifié par les arrêtés préfectoraux du 1^{er} septembre 2004 et 24 juillet 2012 ;
- l'arrêté préfectoral n° 2014 – 197 – 0016 du 16 juillet 2014 autorisant l'exploitation d'un centre de tri de déchets et d'une unité de broyage de bois et d'encombrants désigné UBT (Unité de Broyage et de Tri) sur la commune de Pontarlier ;
- le courrier de l'exploitant en date du 23 décembre 2013 complété le 7 avril et le 7 mai 2014 transmettant sa proposition de calcul de garanties financières ;
- l'avis et les propositions en date du 21 octobre 2014 de l'inspection des installations classées ;
- l'avis du CODERST lors de sa séance du 20 novembre 2014 ;

CONSIDÉRANT

- que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques n°2771, 2714, 2716 et 2791 de la nomenclature des installations listée par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;
- que les installations de l'UVE sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;
- que ces activités sont exploitées à des niveaux supérieurs aux seuils fixés par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;
- que la proposition de calcul de garantie financière transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garantie supérieur à 75 000 euros ;
- en conséquence que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité de l'ensemble de son site en cas de cessation d'activité de ce dernier, conformément aux dispositions des articles R.516-1 5° et suivants du Code de l'Environnement ;

Le pétitionnaire entendu

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Champ d'application

Le Syndicat mixte pour la prévention et la valorisation des déchets du Haut-Doubs (PREVAL HD) dont le siège social est situé Les Petits Planchants – 25303 PONTARLIER, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de l'UVE et de l'UBT de PONTARLIER.

Article 2 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent à l'UBT et l'UVE pour lesquelles la constitution de garanties financières est nécessaire en application de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, soit pour le site de Pontarlier les installations soumises aux rubriques n°2714, n°2716, n°2791 (UBT) et n° 2771 (UVE) ainsi que leurs installations connexes. Elles sont constituées dans le but de garantir la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement.

Article 3 : Montant des garanties financières

L'exploitant devra constituer, dans le mois suivant la notification du présent arrêté et jusqu'à la clôture du dossier de cessation d'activité du site, des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R.516-1 5° du Code de l'Environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, à savoir :

- 19 509 euros (20 % de la partie spécifique UVE) dans le mois suivant la notification du présent arrêté,
- 19 509 euros (20 % de la partie spécifique UVE) supplémentaires par an à chaque 1^{er} juillet pendant 4 ans ou 9 754,5 euros (10 % de la partie spécifique UVE) supplémentaires par an à

chaque 1^{er} juillet pendant 8 ans en cas de constitution sous forme d'une consignation entre les mains de la Caisse de Dépôts et Consignation.

- 221 455 euros au plus tard à la mise en service de l'UBT.

Le montant total des garanties financières, défini sur la base de l'arrêté du 31/05/12 susvisé relatif au calcul des garanties financières, est fixé à **319 000 euros TTC** (avec un indice TP 01 = 699.8 de mai 2014 et un taux TVA = 20%).

Article 4 : Établissement des garanties financières

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R.516-2 du Code de l'Environnement.

Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution des 20 % du montant initial des garanties financières est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la notification du présent arrêté. Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis à l'inspection des installations classées au moins trois mois avant le 1^{er} juillet précédant la date d'échéance du document en vigueur attestant la constitution des garanties financières, ou dès la mise en service de l'UBT.

Article 5 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 4 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 6 : Actualisation des garanties financières

Sans préjudice des dispositions de l'article R.516-5-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

Article 7 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.

Article 8 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du Code de l'Environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 9 : Appel des garanties financières

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

L'appel des garanties financières additionnelles liées à la gestion des pollutions des sols et des eaux souterraines répond aux mêmes principes.

Article 10 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée, en tout ou partie, à la cessation d'exploitation totale ou partielle des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral, après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du Code de l'Environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 11 : Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

Article 12 :

Le chapitre 1.5 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2014 est abrogé.

Article 13 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'Environnement.

Article 14 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 15 : Délais et voie de recours

La présente décision pourra être déférée au Tribunal Administratif de Besançon. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Le délai de recours est de un an pour les tiers à compter de la publication et de l'affichage de cet arrêté.

Article 16 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à PREVAL HD. Il sera affiché en mairie de PONTARLIER par les soins du maire et par l'exploitant dans son installation pendant un mois au minimum. Un extrait sera publié par les soins du Préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 17 : Exécution et ampliation

Le Secrétaire Général de la Préfecture du DOUBS, le Maire de PONTARLIER ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Maire de PONTARLIER,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté à BESANÇON,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté – Unité Territoriale Centre - Antenne de Besançon,
- M. le Directeur Départemental des Territoires,
- Mme la Directrice de l'Agence Régionale de Santé de Franche-Comté,
- M. le Directeur de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi.

Besançon, le 10 DEC. 2014

Le Préfet

Le Secrétaire général par intérim



Jackie LEROUX-HEURTAUX